

Philibert Tsiranana

Des questions ?

Pose-les au Savant

Philibert Tsiranana est né vers 1910¹ dans le village de Ambarakorano, dans la province de Majunga à Madagascar. Il est décédé le 16 avril 1978 à Antananarivo (capitale de Madagascar). Il a été le premier président de la République malgache au moment de l'indépendance accordée par la France en 1959. Il a été écarté du pouvoir en mai 1972.



Le président Tsiranana en 1962 (en visite officielle à Berlin).

Sommaire

Formation

Une carrière politique dans le cadre colonial

Le président

Une démocratie sous contrôle

Le choix du modèle libéral

La fin de la présidence Tsiranana

Références

Source

Formation

Philibert Tsiranana est né dans une famille aisée d'éleveurs de bœufs, de l'ethnie Tsimihety (ethnie côtière), de confession catholique. Il devient orphelin de père à 11 ans. Il est encouragé par les missionnaires à faire des études, qui aboutissent à un titre d'enseignant du cadre local (il sort major de sa promotion). Pendant 12 ans il enseigne à Madagascar où par une formation permanente il devient professeur-assistant. En 1943, il adhère au Syndicat professionnel des instituteurs puis en 1944, à la CGT (à l'époque Madagascar, colonie française, n'était pas soumis aux lois anti-syndicales du Régime de Vichy). En janvier 1946 il entre aux Groupes d'études communistes (GEC) de Madagascar, dont il devient le trésorier. En juin 1946, il est un des fondateurs du PADESM (Parti des déshérités de Madagascar). Ce parti est fondé pour contrer l'influence de l'ethnie mérina, qui pendant longtemps a dirigé Madagascar.

Puis en septembre 1946, il est admis à l'école normale primaire d'instituteurs de Montpellier dont il sort 4 ans plus tard avec le diplôme d'instituteur du cadre métropolitain. Pendant son séjour en France il tente de regrouper les étudiants et intellectuels malgaches de la côte qui sont minoritaires face aux Mérimas. Revenu à Tananarive il est affecté comme professeur dans l'enseignement technique où il enseigne le français et les mathématiques.

Pendant son séjour en France, en 1947, Madagascar connaît une révolte qui sera durement réprimée par l'armée française.

Une carrière politique dans le cadre colonial

En 1952, il est élu conseiller provincial à Majunga, puis il devient président de l'Assemblée provinciale et est élu conseiller de l'Assemblée représentative mise en place par le gouvernement français. Tsiranana tente d'unir politiquement les différentes ethnies de l'île. En 1951, soupçonné d'être un pro-communiste, il échoue dans sa tentative d'être candidat à la députation puis en 1952 à un siège de sénateur de l'Union française.

En 1955 Tsiranana adhère au parti socialiste SFIO. En 1956, il est élu député à la Chambre des députés siégeant à Paris. En décembre 1956, il fonde le Parti social-démocrate (PSD) qui se développe rapidement. Ce nouveau parti, associé à la SFIO, représente les notables ruraux côtiers, les fonctionnaires et les partisans de l'indépendance anticommunistes. Il est soutenu par l'administration coloniale.

Dans le cadre de la loi-cadre votée en juin 1956 (gouvernement Guy Mollet) Tsiranana à la tête d'une coalition politique est nommé vice-président puis en août 1958 président du conseil de gouvernement malgache. Pendant son mandat de député, il favorise les intérêts des habitants de sa circonscription et entre en conflit avec le parti communiste français qui lui reproche son clientélisme et sa modération face à la colonisation française.

Quand en 1958, le général De Gaulle, alors président du conseil des ministres français, propose une nouvelle constitution créant la Communauté française, et organise un référendum sur le sujet, Tsiranana appelle à voter « oui » au projet. Dans le cadre ainsi défini, les 1er mai 1959, il est élu à l'unanimité président de la République malgache.

En juin 1960, la République malgache devient totalement indépendance de la République française.

Le président

Philibert Tsiranana sera élu président trois fois (1959, 1965 et 1972). Selon la constitution malgache, il est en même temps le chef du gouvernement.

Une démocratie sous contrôle

Il s'efforce de réduire les tensions entre les différentes ethnies malgaches, en particulier entre les « côtiers » et les Mérinas des Hauts-Plateaux. En 1967, il décide également de commémorer annuellement l'insurrection de 1947 afin d'effacer ou d'atténuer le souvenir des divisions qu'elle avait alors créées.

Contrairement à la plupart des pays africains qui viennent d'obtenir leur indépendance, et qui mettent en place le régime du parti unique, Tsiranana laisse s'installer la démocratie politique avec le pluralisme des partis, même si son parti le PSD est partout présent. Si les élections sont libres, la loi électorale est rédigée afin de favoriser le parti au pouvoir et minimiser les éventuels succès de l'opposition, les campagnes électorales sont souvent manipulées loin des centres urbains. Aux élections présidentielles de 1965, Tsiranana est élu avec 97 % des suffrages exprimés (plus de 99,7 % à celles de 1972), son parti récupère 95 % des voix des électeurs. Certains opposants élus sont privés de leurs mandats par le gouvernement. Le clientélisme et la corruption restent importants.

Le choix du modèle libéral

Au moment de l'indépendance Madagascar était peuplée d'environ 5 millions d'habitants ruraux à 90 %. Tsiranana a mis en place une politique pro-occidentale, il était un adversaire résolu du communisme. Il développe l'économie selon le modèle libéral, pas de remise en cause de la propriété privée, appel aux capitaux étrangers (mais les bénéfices sont taxés à 50 % s'ils ne sont réinvestis sur place).

Cependant dans le domaine agricole (production et commercialisation des récoltes) le gouvernement favorise la formation de coopératives. Le service civique permet aux jeunes gens de recevoir une instruction et une formation professionnelle en échange de leur participation à des travaux d'aménagement rural.

Grâce aux accords passés avec la France, Madagascar reçoit une aide technique (envoi de coopérants dans l'enseignement et l'administration) et financière. Cependant la très forte présence française (dans la haute administration, la banque, le commerce international) indispose les Malgaches qu'elle prive de l'accès aux d'emplois correspondants.

Il est également partisan d'un dialogue avec l'Afrique du Sud où pourtant fonctionne le régime de l'apartheid qui sépare les Blancs d'origine européenne des noirs et des autres communautés de couleur. Il s'attache également à la francophonie. Très anticommuniste, il dénonce l'appui que la Chine populaire apporte aux mouvements séparatistes et aux gouvernements africains qui lui sont favorables.

La fin de la présidence Tsiranana

Cependant il devient de plus en plus autoritaire, il affirme avoir reçu une mission divine. Il est également malade et son état s'aggrave à partir de 1966, et il doit faire de longs séjours médicaux en France. Autour de lui, la lutte pour la succession est engagée, en 1971, André Résempa, son dauphin potentiel, peu favorable à la France, après avoir été promu au poste de premier vice-président est rétrogradé dans la hiérarchie constitutionnelle.

En mars 1971, les étudiants (surtout favorables à l'opposition) commencent une grève, l'université est fermée. Puis, une semaine plus tard, les éleveurs du sud-ouest de l'île protestent contre les impôts trop élevés et l'obligation de payer une cotisation au PSD. La répression fait des centaines de morts (45 selon les sources officielles, 1000 selon l'opposition). Pour calmer le jeu Tsiranana condamne l'attitude des fonctionnaires inhumains.

En avril 1972, la contestation touche une nouvelle fois les étudiants en médecine et pharmacie, vite rejoints par les lycéens de toutes les villes du pays. Le 12 mai le gouvernement fait arrêter près de 380 jeunes et les déporte dans l'île de Nosy Lava. L'insurrection commence. Les forces de sécurité ripostent il y a 26 morts et 200 blessés. Le lendemain, l'insurrection reprend, les hommes des forces de sécurité sont pourchassés, la gendarmerie refuse d'intervenir, les militaires français stationnés dans l'île ont reçu de Paris l'ordre de ne pas bouger.

Pour rétablir le calme, le 13 mai, Tsiranana confie les pleins pouvoirs au général Gabriel Ramanantsoa, chef d'État-major de l'armée. En fait dès le 18 mai Tsiranana est écarté du pouvoir. Le référendum d'octobre 1972, confie les peins pouvoirs pour une durée de cinq années à Ramanantsoa, et Tsiranana est déchu de son poste de président.

Tsiranana devient alors un opposant virulent au nouveau pouvoir. Son parti, le PSD, perd les élections. Il se rapproche alors d'André Résempa et fonde avec lui le parti socialiste malgache. Le 5 février 1975, Ramanantsoa démissionne au profit du ministre de l'Intérieur le colonel Richard Ratsimandrava. Celui-ci est assassiné le 11 février. Tsiranana est poursuivi comme complice, mais est relaxé faute de preuve.

Lorsqu'il meurt en 1978, le Conseil suprême de la Révolution, dirigé par Didier Ratsiraka, organise des funérailles nationales.

Références

1. Son état civil officiel indique octobre 1912, mais il est fort probable qu'il soit un peu plus âgé.

Source

- Philibert Tsiranana (https://fr.wikipedia.org/wiki/Philibert_Tsiranana) sur Wikipedia



Portail de Madagascar — Tous les articles sur Madagascar.



Portail de la politique — Tous les articles sur la politique.

Récupérée de « https://fr.vikidia.org/w/index.php?title=Philibert_Tsiranana&oldid=1523522 »

Par Vikidia, l'encyclopédie pour les jeunes, qui explique aux enfants et à ceux qui veulent une présentation simple d'un sujet.

Dernière modification de cette page le 5 février 2021 à 14:25.

Le contenu est disponible sous licence [Creative Commons Attribution-Share Alike 3.0](https://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/) sauf mention contraire.